



POLITIQUE

La nouvelle économie s'unit

La naissance a eu lieu le 23 octobre à Paris. Ce jour-là, le Mouvement des entreprises de la nouvelle économie (Mene) a été officiellement lancé. « C'est le fruit de la réflexion collaborative que nous avons eue pour préparer le rapport, remis à Ségolène Royal en juin dernier, sur l'économie du nouveau monde », raconte Corinne Lepage. L'ancienne ministre de l'Environnement est à l'initiative de ce projet qui veut faire converger transition énergétique, numérique, santé-environnement, économie collaborative, circulaire, du partage, de la fonctionnalité... Parmi ses membres, le Mene réunit déjà des regroupements professionnels comme la fédération du recyclage Federec et l'Institut de l'économie circulaire. Mais aussi des sociétés comme Roquette (chimie verte) et Blablacar (autopartage). Au total, directement ou par l'intermédiaire de leurs fédérations, 5 000 entreprises seraient concernées. Leur point commun ? Ces acteurs veulent construire « une économie libérée des énergies fossiles et fissiles, connectée, relocalisée et au service de l'humain », présentent les statuts du Mene.

Dans un premier temps, il va falloir structurer le mouvement. « On ne sortira pas de la crise économique comme on y est entré », professe Jean-Philippe Carpentier, le président de Federec. « Il faut donc réinventer l'économie et, pour cela, rassembler et stimuler les énergies. » Des déclinaisons régionales sont en cours de création : Pays de la Loire, Normandie, Nord-Picardie, Bourgogne-Franche-Comté, Rhône-Alpes et Provence.



TB

« J'espère que le Languedoc-Roussillon va bientôt suivre, ajoute Corinne Lepage. Puis la Bretagne. » L'avocate partage la présidence du Mene avec Myriam Maestroni, fondatrice de la société Économie d'énergie. Un mouvement dont la feuille de route reste à préciser. Dans l'immédiat, l'objectif sera de faciliter les échanges entre ses membres. Mais très vite, il va falloir monter en puissance. « J'attends du Mene qu'il soit le bras armé politique de la nouvelle économie », témoigne Jacques Huybrechts, porte-parole du réseau Entrepreneurs d'avenir. Pour peser dans le débat, le Mene va donc chercher à identifier les problématiques transversales à toutes ces entreprises. « Un point nous semble fondamental : nous allons travailler sur les règles du jeu à modifier pour permettre un changement d'échelle des nouveaux modèles économiques », pointe Victor Ferreira, trésorier du Mene. À écouter les premiers échanges, un premier sujet devrait vite faire l'unanimité parmi les membres : la fiscalité écologique. TB